



**PRÉFET  
DU VAR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 TOULON

TOULON, le 09/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SERAHU**

ZI des Lauves  
83340 Le Luc

Références : D-UD83-2023-0406  
Code AIOT : 0006410536

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2023 dans l'établissement SERAHU implanté ZI des Lauves 83340 Le Luc. L'inspection a été annoncée le 19/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a eu lieu dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL . Dans ce contexte SERAHU est une exploitation qui est contrôlée tous les 3 ans.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SERAHU
- ZI des Lauves 83340 Le Luc
- Code AIOT : 0006410536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise SERAHU réalise des prestations de collecte d'huiles usagées et de traitement de déchets dangereux, principalement auprès de garages automobiles, de clients industriels. Son activité est répartie sur plusieurs sites entre Cagnes sur Mer et Le Luc en Provence.

Le site dit "SERAHU 2 NOUVEAU" est un centre de tri, transit, regroupement et prétraitement des déchets industriels dangereux. Son activité est notamment encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 06/05/2015.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Garanties financières
- Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques, gestion des eaux susceptibles d'être polluées
- Prévention du risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Entretien et conduite des installations de traitement (traçabilité des déchets)	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 4.3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Fonctionnement du désenfumage et des RIA	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 71.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
15	Dispositifs de détection et de lutte contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 7.3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites données	Autre information
3	Gestion des produits dangereux et des déchets dangereux ou non dangereux	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 1.5.10	/	30 jours
4	Origine des approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 4.1.1	/	30 jours
8	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 4.2.2	/	30 jours
9	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 4.3.1	/	30 jours
14	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 7.2	/	30 jours
16	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	30 jours

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suites données	Autre information
1	Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 1.5.2	/	Sans objet
2	Renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 1.5.4	/	Sans objet
5	Techniques d'optimisation de la consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 -VII a	/	Sans objet
6	Performance des systèmes de lavage et de quantification des effluents	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 . I. 5.a	/	Sans objet
7	Rétention de sol des aires et locaux de réception	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 -VII e	/	Sans objet
11	Autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 9.2.3.1	/	Sans objet
12	Valeur limites d'émission des eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 4.3.11	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La plupart des documents administratifs ne sont pas disponibles immédiatement et n'ont pas pu nous être transmis rapidement, ce point sera à améliorer. Les moyens de lutte contre l'incendie doivent être mieux suivis de manière à s'assurer de leur fonctionnement opérationnel, notamment lors d'épisode de sécheresse et de canicule, comme celui constaté cet été. Il est important de noter que SERAHU est une entreprise indépendante qui fait d'importants efforts pour exploiter ses établissements.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Montant des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Le montant total des garanties à constituer pour la mise en sécurité de l'installation est de : 221.352,00 euros TTC. Ce montant est établi sur la base de l'indice TP 01 du mois d'octobre 2012 (696,9) et d'une TVA de 19,6 %.
<b>Constats :</b> Une nouvelle attestation de garanties financières a été présentée à l'inspection des installations classées. Le montant indiqué couvre celui de la prescription et la date d'échéance est le 30/06/2025
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Renouvellement des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 1.5.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Les garanties financières doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance (cf l'article R 516-2-V du code de l'environnement). A cette fin, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance des garanties financières en cours, un nouveau document, établi conformément au modèle réglementaire en vigueur, attestant le renouvellement de celles-ci.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis aux services de l'inspection l'attestation de renouvellement. Il est rappelé que l'attestation de renouvellement est à transmettre au préfet au moins 3 mois avant l'échéance des garanties financières en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Gestion des produits dangereux et des déchets dangereux ou non dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 1.5.10
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financière et état des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Attendu que le montant des garanties financières est notamment fixé en fonction de la quantité de ces matières les dispositions suivantes sont à respecter. L'exploitant doit être en mesure de justifier du caractère dangereux ou non des produits et déchets présents sur son site et qu'à chaque instant la quantité : - de produits dangereux présents sur le site est limitée à 45 t - de déchets dangereux présents sur le site est limitée à 397 t - de déchets non dangereux présents sur le site est limitée à 10 t. Les quantités ci-dessus ne prennent pas en compte les produits dangereux ou les déchets dangereux ou non que l'exploitant considère comme pouvant être vendus ou enlevés du site à titre gratuit. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un état des stocks permettant de connaître les quantités de produits dangereux, de déchets dangereux et déchets non dangereux présents sur le site . <b>Un justificatif permettant de connaître ces quantités devra être transmis sous 30 jours aux services de l'inspection.</b> Un document listant des produits présents sur site a été transmis au service de l'inspection le 01/08/2023. Le total indiqué sur est de 333.076 T. Cependant ce document ne fait pas apparaître clairement le classement demandé dans la prescription et il n'indique pas non plus les quantités pour chaque catégories citées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Origine des approvisionnement en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de sont autorisés dans les quantités suivantes : - 230 m³/an au niveau du réseau public
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées une facture de consommation issues d'une régularisation entre une estimation du compteur et un relevé précis. L'estimation étant plus importante, une régularisation était effectuée sur la facture, celle ci indiquait donc un volume d'eau consommé négatif. Ce document ne permet donc pas à l'inspection de conclure quant à la consommation réelle d'eau de l'exploitation sur l'année 2022 (changement de compteur). Le 01/08/2023 un tableau de données non détaillées, ni légendées, à été transmis à l'inspection des installations classées, mais il n'a pas permis de conclure quant au respect de la prescription. <b>Un justificatif (facture , relevé..) permettant de vérifier la consommation annuelle d'eau devra être transmis sous 30 jours aux services de l'inspection des installations classées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Techniques d'optimisation de la consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 -VII a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation économe de l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Techniques d'optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux / La consommation d'eau peut être optimisée par les mesures suivantes : - des plans d'économies d'eau ; - une optimisation de la consommation d'eau de lavage ; - une réduction de la consommation d'eau pour la production de vide.
<b>Constats :</b> Une activité de lavage des fûts souillés est pratiquée sur le site. Une aire de lavage est dédiée à cet effet. Le nettoyage se fait au Karcher ( haute pression) afin de consommer le moins possible d'eau. Les eaux souillées sont pompées et stockées dans une citerne avant évacuation pour traitement.
<b>Observations :</b> L'exploitant envisage de mettre en place un système de réutilisation des eaux de lavage, afin de limiter le volume d'effluent à traiter.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Performance des systèmes de lavage et de quantification des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 . I. 5.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Performance des systèmes de lavage et de quantification des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b>  L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental approprié comprenant tous les éléments suivants  [...]  Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :  a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ;  [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  Les eaux issues du lavage des fûts sont intégrées aux eaux souillées récupérées par l'installation, et évacuées vers les centre d'acceptation appropriés. De ce fait, l'exploitant ne connaît pas la proportion d'eau issue de l'activité de lavage parmi les eaux évacuées.  L'exploitant envisage de mesures de récupération d'eau .  Le groupe SERAHU est certifié 14001, de ce fait , le système de management environnemental mis en place est reconnu.  L'exploitant a transmis à l'inspection le certificat ISO 14001, postérieurement à la visite d'inspection .</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Rétention de sol des aires et locaux de réception**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 -VII e
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention de sol des aires et locaux de réception
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b>  Le sol des aires et des locaux de réception, manutention, stockage, traitement et expédition des déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'activité du site se fait dans un hangar couvert et sur dalle béton. Les eaux de pluies ne ruissellent pas sur les zones d'activité. Les eaux de lavage sont récupérées en bassin de rétention et pompées vers la cuve dédiée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 8 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contenus des schémas des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un plan de réseau a été présenté lors de l'inspection. Celui n'était pas légendé , il n'était donc pas possible de repérer les informations imposées dans la prescription.</p> <p>Le 01/08/2023 , un plan a de nouveau était transmis. Celui ci permet de dissocier plusieurs réseaux ( EU ,AEP...) mais comme il n'est pas légendé, il ne permet toujours pas de repérer tous les éléments demandés par la prescription ( eaux pluviales, les disconnecteurs, les points de contrôle des ouvrages d'épuration internes comme le séparateur...).</p> <p><b>L'exploitant doit fournir, sous 1 mois, un plan des réseaux conforme à ce qui est prescrit par les articles 4.2.2 et 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 06/05/2015.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 9 : Identification des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Distinction des différents types d'effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux issues du ruissellement sur l'aire extérieure imperméabilisée servant au stationnement et à la circulation des véhicules),</li> <li>- les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (eaux issues du ruissellement sur la toiture du bâtiment) les eaux domestiques (les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, etc.).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux de pluies ruisselant sur le site passent toutes par le séparateur d'hydrocarbures, qu'elles soient susceptibles d'être polluées ou non.</p> <p>Le rejet vers le séparateur se fait entre autre au niveau de la grille au sol à l'entrée du site puis vers le réseau pluvial de la zone d'activité. Cette grille permet notamment d'éviter que les eaux susceptibles d'être polluées sortent du site sans traitement préalable, comme par exemple en cas de déversement accidentel.</p> <p>De plus, des parpaings bornent l'entrée du site au niveau de la rue Louis Victor De Broglie, mais deux d'entre eux sont cassés. Ces parpaings contribuent à la fonction de rétention de l'aire de déchargement.</p> <p>La topographie permet aussi de limiter l'entrée d'eau de pluie de l'extérieur vers l'intérieur du site, du fait du dénivelé positif entre la rue et l'entrée de SERAHU.</p> <p>En cas d'incident , une vanne martelière permet de confiner les eaux dans un bassin de rétention. L'exploitant a transmis le 01/08/2023 une photo montrant que les parpaings cassés avaient été réparés. Cependant l'ensemble de l'espace périphérique n'est pas comblé, les eaux ruisselant sur site peuvent donc en sortir . <b>La brèche laissée libre devra être fermée sous 30 jours.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 10 : Entretien et conduite des installations de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dispositifs de traitement ( traçabilité des déchets de curage)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.</p> <p>[...]</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être pollnées, visées à l'article 4.3.1 ci-dessus, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-séparateur d'hydrocarbures) permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>[...]</p> <p>Ils sont nettoyés par une société compétente lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité aux normes en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les derniers prélèvements pour analyses en sortie du séparateur ont été réalisés le 22/08/2022. Ces prélèvements sont à renouveler en Août 2023.</p> <p>Un bon de curage d'eaux et boues hydrocarburées a été présenté à l'inspection. Il date du 21/06/2023 et l'exploitant indique qu'il s'agit du curage des séparateurs sur ces deux sites situés au Luc.</p> <p>La société SERAHU est elle même en mesure de faire l'entretien du séparateur.</p> <p>L'exploitant a transmis un justificatif de curage sur lequel étaient référencés les bordereaux de suivis de déchets . Cependant il n'a pas été en mesure de fournir le justificatif de traçabilité des déchets.</p> <p><b>L'exploitant est mis en demeure de transmettre à l'inspection une extraction Trackdéchets ou les bordereaux cerfa du jour des évacuations des déchets issus du curage du séparateur.</b> D'après le justificatif de curage les références des BSD sont les suivantes : E01-20237256 et E01-20237257. La destination finale des eaux et boues hydrocarburées doit également apparaître sur la document transmis</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 11 : Autosurveillance des eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 9.2.3.1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence et modalité de l'autosurveillance de la qualité des rejets		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée:</b> Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre : a) Pour les eaux pluviales susceptibles d'être polluées issues du rejet vers le milieu récepteur N° 1 (cf repérage du rejet à l'article 4.3.5)		
Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
pH	Ponctuel	Mesure annuelle
DCO	"	"
MEST	"	"
Hydrocarbures totaux	"	"
[...]		
<b>Constats :</b> La dernière analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées date du 22/08/2022, soit de moins d'un an. Elle sera à renouveler en Août 2023 afin de respecter la périodicité annuelle prescrite.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

## N° 12 : Valeur limites d'émission des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 4.3.11	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, concentration moyenne journalière des rejets	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet	
<b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales susceptibles ou non d'être polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-après :	
Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)
DCO	(1)
DBO5	125
MES	30
Hydrocarbures totaux	35
	5
( 1) en cas de prélèvement instantané les valeurs limites à respecter sont égales au double de celles figurant dans le présent tableau.	
<b>Constats :</b> Les analyses du 22/08/2022 sont conformes à la prescription des concentrations maximales admissibles.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet	

**N° 13 : Fonctionnement du désenfumage et des RIA**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 7.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fonctionnement du désenfumage et des RIA
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.</p> <p><b>Constats :</b> Les trappes de désenfumages ont été vérifiées le 26/01/2023. le rapport indique une légère fuite sur les trappes de l'entrepôt sans que celle ci ne gêne leur fonctionnement. 5 trappes ont été vérifiées : 3 dans l'entrepôt, 1 dans la zone ATEX et 1 dans le zone bureau .</p> <p>Dans la zone ATEX , l'exploitant à mis en place des grilles d'aération sur les parois. Le mise en place de ces grilles peut modifier les effets des dangers inhérents à l'activité de cette zone (distance des effets thermiques, émanations d'odeurs vers l'extérieur...). Les murs de séparations entre les différents espaces de la zone ATEX ont également été élevés jusqu'au plafond, cette mesure peut également avoir des conséquences sur le comportement d'un incendie .</p> <p>De plus les stocks dans la zone entrepôt dépassent largement les murs de séparations entre chaque box. La proximité entre chacun des box est donc très importante et peut favoriser la propagations d'un incendie. Il est rappelé à l'exploitant qu'il est soumis à autorisation du fait de la présence de déchets dangereux qui sont stockés dans ces deux bâtiments, et que l'étude de danger du dossier d'autorisation considère des stocks de 5 m de haut dans la zone non ATEX. Les conditions de maîtrise des risques définies dans l'étude de danger doivent être respectées.</p> <p><b>Par conséquent l'exploitant est mis en demeure de :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>respecter les conditions d'exploitation indiquées dans son étude de danger (hauteur de stockage, que ce soit dans la zone ATEX ou dans la zone entrepôt),</b></li> <li>• <b>vérifier si son étude de dangers doit être actualisée et si nécessaire la mettre à jour en faisant ressortir les nouvelles mesures de maîtrise des risques, puis porter les modifications à la connaissance du préfet (R.181-46 du Code de l'Environnement).</b></li> </ul> <p>Le service de contrôle indique que l'avis du 8 février 2017 <i>relatif au réexamen quinquennale des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut SEVESO seuil haut</i> est une méthodologie acceptable pour décider si une nouvelle étude de dangers doit être fournie ou seulement s'il est nécessaire de compléter l'existante ou la mettre à jour.</p> <p>Les conclusions devront être transmis sous 3 mois à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériel de lutte incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 71.1 ;</li> <li>- d'un poteau d'incendie de 100 mm de diamètre normalisé NF S 61 213 et 62 200 implanté à proximité de l'entrée du site. Ce poteau doit assurer un débit minimum de 60 m³/h pendant 2 heures, sous un bar de pression au moins ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés (RIA) installés dans le bâtiment de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 jets de lance en directions opposées ;</li> <li>- d'extincteurs installés à l'intérieur des locaux en fonction des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une facture de vérification des RIA et extincteurs a t été présentée (pour 5 ria et 37 extincteurs). Le poteau incendie est situé en face de l'entrée du site, il est commun avec SERAHU 1 ancien. L'exploitant n'est pas propriétaire de ce poteau implanté sur la voie publique, et ne dispose pas d'un PV de vérification. <b>L'exploitant devra se rapprocher du responsable en charge de la vérification des poteaux incendie sur cette distribution afin de récupérer le dernier PV de vérification de disponibilité du débit d'eau.</b> Une copie du PV de vérification devra être transmise à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un réserve d'émulseur a été placée à proximité du broyeur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Dispositifs de détection et de lutte contre les incendies**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2015, article 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodique des matériels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b>  L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b>  La porte coupe feu entre l'entrepôt et la zone ATEX a été vérifiée le 26/01/2023 et il a été constaté qu'elle était voilée.  Le 01/08/2023 l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport de maintenance du système de sécurité incendie datant du 04/07/2023 soit de la veille de l'inspection, ce document indique que le contrôle de position de la porte coupe feu et la commande sont sans objets.  L'exploitant a également transmis une attestation sur l'honneur du fonctionnement de la porte coupe feu.  Or le jour de l'inspection du 05/07/2023 la manoeuvre de la porte coupe feu s'avérait très difficile : le rapport du 04 /07/2023 ne reflète pas la situation constatée.  <b>L'exploitant est mis en demeure de rétablir le bon fonctionnement de la porte coupe feu et de le faire vérifier sous 1 mois.</b></p> <p>Les détecteurs de fumée ont également été vérifiés au cours du premier semestre 2023. Les alarmes incendies , détecteurs optiques et porte coupe feu ont été vérifiés une première fois le 26/01/2023. Une deuxième vérification sur ces éléments a été faite le 04/07. Sur les deux rapports il est indiqué que certains détecteurs optiques ne fonctionnent pas, notamment dans la zone ATEX (3 selon le premier rapport et 1 selon le deuxième). Le deuxième rapport indique également qu'un diffuseur sonore est hors service au niveau de l'entrepôt .  <b>L'exploitant est mis en demeure de remettre en service et de refaire vérifier l'ensemble des détecteurs défaillants sous 1 mois.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a pu fournir, après quelques minutes de recherche, la quantité exacte de batterie entreposée sur site qui s'élève à 27t lors de la visite.</p> <p>Le 01/08/2023 exploitant a transmis un inventaire des déchets présents sur site. Cet inventaire correspond à un état des stocks "vulgarisé". Ainsi il ne s'agit pas d'un état des stocks classés selon une typologie faisant apparaître les mentions de danger et les caractéristiques précises (nom exacte , rubrique ICPE...) ainsi que les risques pouvant être générés par ces produits.</p> <p>Il ne permet pas de connaître la nature et les quantités, même approximatives, des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Un plan localisant ces produits et les risques inhérent à leur nature a également été transmis. Les quantités ne sont pas indiquées. Étant donné que l'état des stocks tel que décrit dans l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04/10/10 n'a pas été transmis , la cohérence avec le plan fourni ne peut être établie.</p> <p><b>L'exploitant devra transmettre sous 1 mois un état des stocks cohérent avec l'arrêté ministériel du 04/10/2010 .</b></p>
<b>Observations :</b> Il est rappelé que ces documents ainsi que tous ceux nécessaires lors d'une intervention sur site doivent être accessibles depuis n'importe quel poste de l'entreprise, à tous moments
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Projet d'arrêté de mise en demeure de respecter une prescription

### République Française

#### ARRÊTÉ N ° ... du ..... portant mise en demeure Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Etablissement SERAHU2 au Luc , installations de tri, transit, regroupement et prétraitement de déchets industriels dangereux

#### LE PRÉFET DU VAR

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation le 06/05/2015 à la société *SERAHU* pour l'exploitation d'un centre de tri, transit, regroupement et prétraitement de déchets industriels dangereux sur le territoire de la commune du Luc En Provence désigné comme le site SERAHU 2 ;

**Vu** l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 06/05/2015 susvisé

**Vu** l'article 7.1.6 de l'arrêté préfectoral du 06/05/2015 susvisé

**Vu** l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 06/05/2015 susvisé

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du [précisez la date] conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ; [Le préfet fixe lui-même le délai dans lequel l'exploitant doit répondre]

**[Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du [précisez la date]**

**Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;**

**Considérant** que lors de la visite en date du 05/07/2023 , l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

-La non transmission des bordereaux de suivi de déchets , que ce soit une par une extraction de la base Trackdéchét ou par des bordereaux de suivi normalisés Cerfa,

- Le fonctionnement entravé de la porte coupe feu ,



-Des modifications des structures et d'exploitation ( zone ATEX et Stockage) non prises en compte dans l'étude de danger initiale.

-Les dysfonctionnements des éléments de détections incendie consignés dans les rapports de contrôle,

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.3.4 , 7.1.6 et 7.3.4 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société *SERAHU* de respecter les prescriptions dispositions des articles 7.1.6 et 7.3.4 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du VAR

### **ARRETE**

**Article 1** - La société *SERAHU* exploitant une installation de tri, transit, regroupement et prétraitement de déchets industriels dangereux sise Parc d'activité de la Pardiguière sur la commune du Luc en Provence est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants :

- L'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 06/05/2015 :

En fournissant, sous 1 mois à compter de la notification de l'arrêté, les bordereaux d'évacuations des déchets associés au curage des séparateurs le 21/06/2023 . Ces bordereaux peuvent être présentés sous forme informatique ou papier.

- L'article 7.1.6 de l'arrêté préfectoral du 06/05/2015 :

En respectant, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions indiquées dans son étude de dangers (hauteurs de stockage,

- R.181-46 du Code de l'environnement :

En portant à la connaissance du préfet les modifications apportées au local ATEX et au local entrepôt et les études qui justifient de la maîtrise du risque accidentel

- L'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 06/05/2015 :

En remettant en service et faisant vérifier tous les éléments de sécurité défectueux dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'issue l'exploitant transmettra au service de contrôle les justificatifs factuels de leur bon fonctionnement (une simple attestation de l'exploitant ne suffit pas).

**Article 2** - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DRAGUIGNAN, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux [articles L. 211-1 et L. 511-1](#) du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4** - le présent arrêté sera notifié à la société *SERAHU* et publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture
  - Monsieur le Maire de la commune du Luc-En-Provence
  - Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté